

Table ronde 2 - Economie de l'alimentation : « quel parti « prix » ? »

Cette table ronde a eu lieu en présence de Jean Boisset, étudiant à AgroParisTech, Rémi Rocca, directeur achats, qualité, logistique et environnement de McDonald's, Bruno Parmentier, auteur, conférencier et consultant spécialisé dans les questions agricoles et alimentaires, et de Philippe Goetzman, consultant en grande consommation et agroalimentaire.

La table ronde a commencé par une introduction de Jean Boisset qui a rappelé quelques éléments de contexte. La loi Agriculture et Alimentation vise à changer la construction des prix des aliments et à encadrer les promotions pour vendre les produits alimentaires à leur juste prix et mieux répartir la valeur entre les différents acteurs. Si les agriculteurs sont faiblement rémunérés, les distributeurs font eux aussi face à des défis avec notamment la croissance du e-commerce. Par ailleurs, en 1960, 35% du budget des ménages était consacré à l'alimentation contre seulement 20% aujourd'hui. Les consommateurs veulent dépenser moins et manger mieux, ce qui semble être paradoxal. Ils se tournent de plus en plus vers le bio, si bien que la production française n'est plus suffisante et que nous devons importer des produits bio pour satisfaire la demande.

Philippe Goetzman a signalé que la balance commerciale agricole française est en train de basculer pour devenir négative. Elle n'est aujourd'hui positive que grâce au champagne et au cognac. Les coûts de production en France sont plus élevés qu'ailleurs : coût du travail agricole le 2ème plus élevé en Europe, fiscalité importante et surtransposition des normes européennes en sont les principales explications. Par conséquent, l'alimentation en France est 15% plus chère que la moyenne européenne. Aligner la fiscalité et les normes françaises sur le reste de l'Europe permettrait de gagner en compétitivité. Philippe Goetzman a ensuite émis deux propositions. Premièrement, faire apparaître de manière très claire l'origine des produits sur les emballages. Deuxièmement, créer 20 marques d'excellence française sur le modèle du Bœuf Angus. Ces marques seraient reconnues à l'international pour leur qualité, permettrait une meilleure rémunération des producteurs et constituerait une vitrine du savoir-faire français.

Ensuite, Rémi Rocca a présenté comment McDonald's participe au développement des filières agricoles françaises. Il a donné comme exemple un partenariat avec 220 éleveurs de poulet en Bretagne depuis 25 ans. La contractualisation donne de la visibilité aux éleveurs et leur permet d'investir sur le long terme. Ce partenariat a permis de développer une filière compétitive qui respecte un cahier des charges exigeant. Aujourd'hui, ces éleveurs produisent des poulets de qualité et moins chers que des poulets venant du Brésil.

Enfin, Bruno Parmentier a pointé la contradiction du consommateur qui parle de bio/local/équitable et qui achète du vite fait/pas cher/pratique. Comment concilier les deux ? Il a aussi rappelé le rôle de la PAC et des impôts dans le financement de l'agriculture et qui forment un coût caché pour le consommateur. L'agriculture a un rôle important à jouer dans la lutte contre le changement climatique et doit changer ses méthodes de production. « Il faut cultiver ses engrais, cultiver ses herbicides et élever ses insecticides » d'après Mr Parmentier. Mais ce changement représente un coût supplémentaire important et les enjeux dépassent le simple prix de l'alimentation. L'agriculture française doit produire moins mais mieux pour jouer sur son image de produits de qualité et se différencier. A l'image du poulet de Loué qui se porte bien alors que celui du Doux est en difficulté.

Critiques – Table ronde 2 - Economie de l'alimentation : « quel parti « prix » ? »

En conclusion, les intervenants étaient globalement d'accord sur le fait que le coût de production est plus élevé en France qu'ailleurs. Cela est dû à un coût du travail élevé, à une fiscalité lourde et à des normes strictes qui créent une distorsion de concurrence. La France ne peut donc pas être compétitive sur les prix et doit se différencier autrement. Dans le monde entier, les produits français ont une image de qualité, ce qui constitue un véritable atout. L'agriculture française devrait donc se transformer pour produire des produits de grande qualité et ainsi mieux rémunérer ses agriculteurs.

La question du prix des productions agricoles dépasse la simple question du prix de l'alimentation. L'agriculture a un rôle majeur à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique et pour la préservation de la biodiversité. La transition agroécologique a un coût. Les agriculteurs devraient-ils être rémunérés également pour les services écosystémiques qu'ils rendent ?

La discussion a été majoritairement orientée vers l'agriculture française dans un marché mondialisé. La possibilité d'une consommation plus locale n'a été que peu abordée. Est-ce que le développement des circuits courts ne permettrait pas à l'agriculture française d'être moins exposée à la compétition internationale et donc plus libre de fixer ses prix ?

Le parti "prix" privilégié au cours de cette table ronde a été celui d'une alimentation de grande qualité mais sans doute plus chère. Or certaines personnes ont déjà du mal à joindre les deux bouts et à se nourrir correctement. Comment les aider ? Sont-elles condamnées à manger des produits importés à bas prix ?

Le sujet de cette table ronde était donc très vaste et englobait de nombreux enjeux. Le temps imparti (1 heure) était trop court pour un sujet aussi complexe. Il a cependant permis de soulever un certain nombre de questions auxquelles chacun pourra tenter de répondre. Les intervenants ont réussi à faire passer leurs idées de manière assez claire avec des exemples parlants et sans rentrer dans des détails trop techniques. Cependant, certains raisonnements et raccourcis n'étaient peut-être pas très faciles à suivre pour tout le monde.

Enfin, une plus grande diversité d'intervenants aurait pu être appréciable. Le sujet étant très lié aux différentes taxes et aides, l'intervention d'une personnalité du monde politique aurait été pertinente. L'intervention d'un représentant du monde agricole aurait pu être un plus. Mais un trop grand nombre d'intervenants aurait aussi été dommageable.